

Libération

**Guinée: le roi est mort
les capitaines danse**

Une semaine après la mort d'un dictateur guinéen, un « comité militaire de redressement » a pris le pouvoir hier à Conakry et annoncé la « réhabilitation des martyrs de la dictature sanglante ».
Lire page 24.

CAPITAINE

GUINEE: LES MILITAIRES PRENNENT LE POUVOIR

Une semaine après la mort de Sekou Touré un groupe de militaires encore inconnus règle le problème de la succession du « prési » en s'installant au pouvoir à Conakry. Leur première décision : libérer les prisonniers politiques.

La guerre de succession aura été de courte durée en Guinée : hier matin, une semaine à peine après la mort d'Ahmed Sekou Touré, un « comité militaire de redressement » (CMR) a mis tout le monde d'accord, et s'est installé au pouvoir à Conakry, sans effusion de sang. Comme pour tous les coups d'Etat militaires, c'est par une proclamation lue à la radio à 7H00 locale que les Guinéens ont appris qu'ils avaient changé de régime. Celui de Sekou Touré n'aura pas survécu à la mort de son chef absolu pendant 26 ans, et le « prési » à peine enterré en héros est déjà tombé de son piédestal.

Le premier geste des nouveaux maîtres militaires de la Guinée, sur lesquels on sait bien peu de choses, tranche avec un quart de siècle de dictature. Ils ont ouvert les portes des geôles de Sekou Touré, d'où un nombre non précisé de prisonniers politiques sont sortis en criant : « vive la liberté, vive l'armée, nous sommes libres aujourd'hui »... Les prisonniers libérés, dont les témoignages ont été diffusés sur Radio Conakry, seule source d'information depuis l'interruption des communications, ont déclaré ignorer réellement ce qui leur était reproché, et ont dénoncé

l'arbitraire du régime de Sekou Touré. Une proclamation du CMR avait auparavant annoncé la libération de tous les prisonniers politiques, « arbitrairement privés de leur droit naturel à la liberté et à la justice sociale ».

On ignore tout ou presque des nouveaux dirigeants. La proclamation du CMR a été lue à la radio par un capitaine anonyme, et Radio Conakry n'a cité aucun nom d'officier. Selon des informations circulant à Dakar, les officiers supérieurs de l'armée auraient été arrêtés, laissant entendre que les auteurs du coup d'Etat seraient de jeunes capitaines. Modèle du genre, la proclamation du CMR donne quelques indications sur ce qui vient de se passer.

Après avoir rendu hommage à Sekou Touré, dont l'« œuvre immortelle » aura été de « mener notre pays à l'indépendance nationale et de faire rayonner sur le plan africain et international » les « nobles idéaux » et les « aspirations » du peuple, le CMR accuse, en s'adressant à la population : « sur le plan intérieur, sous l'influence de ses compagnons de lutte malhonnêtes et sous la pression féodale de sa famille, les espoirs de voir se créer une société plus

juste et plus équitable se sont envolés très tôt, balayés par une dictature sanglante et impitoyable qui a broyé ta lumineuse espérance »... Approbation du Sekou Touré « père » de l'indépendance et chantre du panafricanisme, rejet du dictateur et du tortionnaire.

La proclamation poursuit, toujours en s'adressant au peuple à la deuxième personne : « aujourd'hui, alors que tu n'as même pas séché tes larmes, une âpre lutte pour sa succession s'est engagée parmi ses compagnons avides de pouvoir et coupables de la corruption généralisée du gouvernement et de ses institutions ».

Ces quelques phrases contiennent avant tout une condamnation du « clan Touré », et en particulier d'Ismaël Touré, demi-frère du président défunt et ministre des mines et de la géologie. Ancien commandant du sinistre camp Boiro où était gardés les prisonniers politiques, il est considéré comme plus dur encore que son frère aîné. On savait qu'Ismaël avait les dents longues et qu'il ne laisserait pas le pouvoir lui échapper au profit du Premier ministre, Lansana Beavogui, mieux placé dans la course à la succession. On

ignore le sort réservé à toutes ces personnalités, mais hier soir, un communiqué du CMR invitait « les dignitaires de l'ancien régime à se présenter dans les plus brefs délais dans l'une des garnisons militaires » de la capitale. Il appelait également la population à « déserter et à mettre à sa disposition tous ces citoyens ».

Annonçant ses intentions, le CMR précise dans sa proclamation au peuple : « ton armée nationale qui t'est demeurée fidèle et qui a toujours partagé ton sort dans la discipline et dans l'abnégation pendant ces 26 années d'un pèlerinage douloureux, a donc décidé de prendre en charge l'administration du pays afin de créer les bases d'une démocratie véritable, évitant à l'avenir toute dictature personnelle ». Suit un hommage à « la mémoire de tous les dignes fils qui, au cours de ces 26 années de notre indépendance, ont perdu leurs vies pour le simple fait d'avoir voulu exprimer leurs opinions sur l'avenir du pays. Nous promettons fermement que ces martyrs seront réhabilités et immortalisés dans notre histoire ».

Le CMR a enfin pris les mesures habituelles des nouveaux putschistes :

dissolution de tous les organismes existants (parlement, parti, etc...), couvre-feu, frontières fermées.

La prise du pouvoir par l'armée peut également s'expliquer par la frustration de ce corps laissé pour compte pendant toutes les années de la dictature Sekou Touré. L'armée guinéenne est assurément l'une des moins opérationnelles du continent africain, avec 9000 hommes dépenaillés et sous-équipés, et avait fait l'objet de nombreuses purges. Sekou Touré a commencé à s'en méfier après les coups d'Etat contre N'Krumah au Ghana et contre Modibo Keita au Mali dans les années 60. Ses officiers les plus populaires avaient été fusillés, et remplacés par des chefs discrédités. S'il se confirme que le coup d'Etat est bien l'oeuvre de jeunes capitaines, ce sera une nouvelle preuve du dynamisme d'une nouvelle génération exaspérée par la faillite de ses aînés.

Si rien ne permet encore de parler de la moindre intervention étrangère, on dispose d'indications contradictoires quant aux choix éventuels des putschistes. Leur attachement à la politique étrangère de Sekou Touré pourrait passer pour une approbation du virage pro-occidental du défunt dictateur ces dernières années. Par contre, ces officiers ont tous été formés en URSS, et leur équipement est pour l'essentiel soviétique. Des conseillers militaires soviétiques étaient restés en Guinée malgré le tournant de Sekou Touré. Depuis la mort du « prési », une surveillance renforcée avait été mise en place aux abords des ambassades d'URSS et de Libye à Conakry.

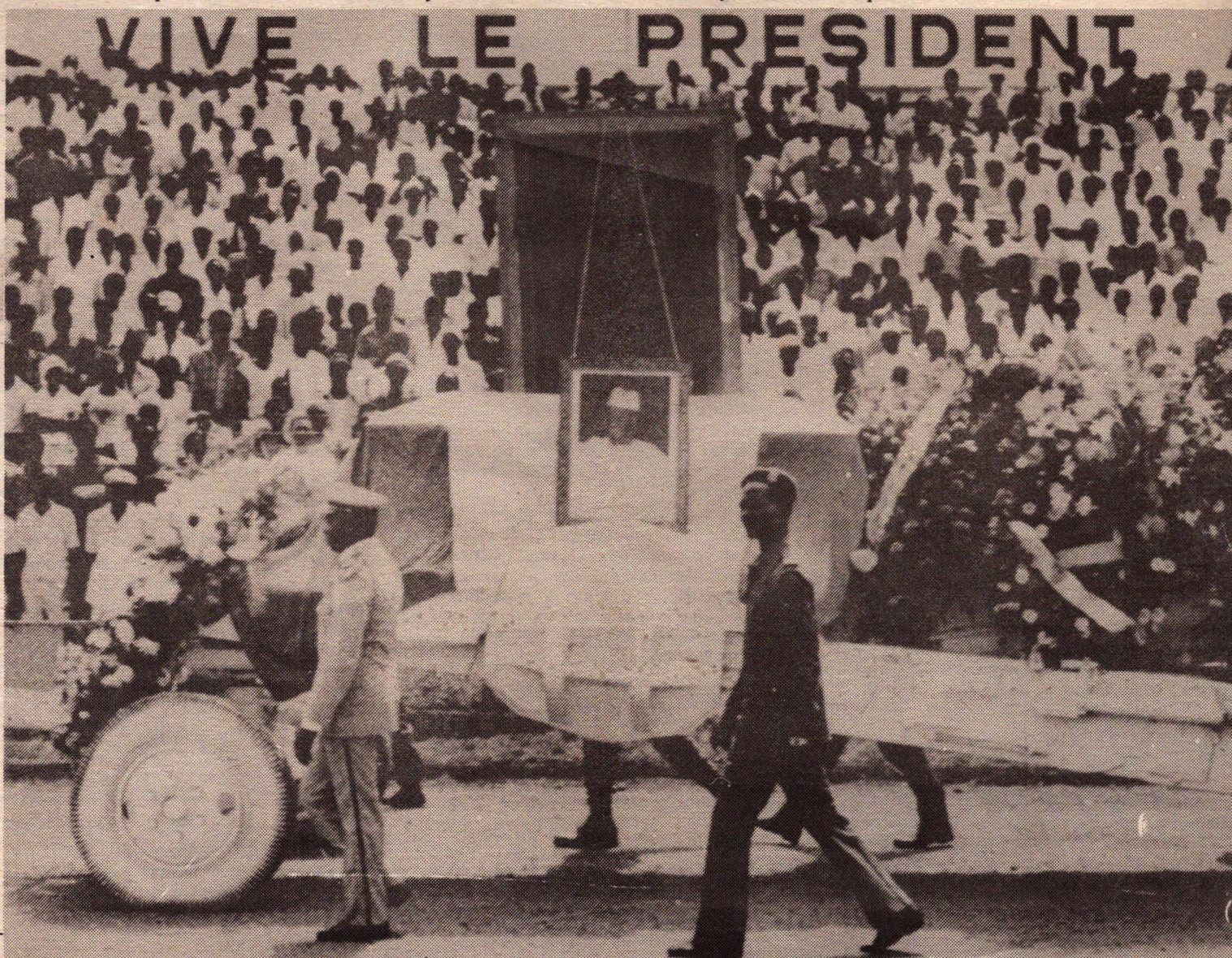
Vendredi dernier, lors des funérailles de Sekou Touré, Lansana Beavogui, son « fidèle compagnon », apparaissait comme le favori à la succession. La délégation française conduite par Pierre Mauroy avait même quitté Conakry convaincue que Beavogui serait le prochain président, et s'en félicitait en raison de ses bonnes dispositions à coopérer plus étroitement encore avec Paris. Aujourd'hui, une équipe de militaires dont on ignore même l'identité contrôle le pays, ayant pris de court les hommes politiques qui devaient justement se réunir hier pour choisir un successeur. Plus que jamais la Guinée est plongée dans l'incertitude, mais, même s'il est difficile de prendre à la lettre les professions de foi démocratiques des putschistes, au moins les Guinéens peuvent-ils espérer ne pas revivre une ère aussi sanglante que celle qui vient de s'achever. Rien n'est hélas moins sûr.

P.H.

Les putschistes rassurent Washington

Les responsables du coup d'état militaire en Guinée ont manifesté leur intention de maintenir les « excellentes relations » entre Conakry et Washington, a déclaré mardi le porte-parole du département d'Etat. Ces indications ont été fournies lors de contacts initiaux établis mardi matin entre l'ambassade américaine à Conakry et ces responsables.

L'enterrement du président Sekou Touré à Conakry vendredi dernier. Un « héros » déjà tombé de son piédestal...



Duclos / AP